

## MASSACRE DE GHAZA

## Tristesse et colère à Annaba

*Hier dimanche, le centre-ville, les cités et quartiers de la ville de Annaba ont vécu au rythme des informations diffusées par les différentes chaînes de télévision arabes et aussi européennes.*

Partout dans les cafés, magasins d'articles électroménagers et autres lieux où les téléviseurs étaient allumés, des groupes de personnes des deux sexes et de tout âge s'arrêtaient pour suivre les images du massacre de la population civile de la ville martyre palestinienne de Ghaza transmis en live. Les commentaires étaient nombreux. Pour les uns, ce massacre à grande échelle de femmes et d'enfants au vu et su du monde est le fait de la lâcheté et la passivité des chefs des Etats

arabes. D'autres ont exprimé leur condamnation de ce qu'ils estiment être un assassinat collectif entamé après l'embargo de plusieurs mois imposé contre la population civile de la bande de Ghaza. La moindre information sur le déroulement des combats était analysée et interprétée. La fermeture du poste frontalier Rafah est qualifiée par les uns et les autres comme étant la pire des trahisons que le pouvoir égyptien ait commise contre les Palestiniens. «Les dirigeants arabes au



Photo: Samir Sid

## BORDJ-BOU-ARRERIDJ Les forces de l'ordre bloquent la marche estudiantine

Les quelques étudiants (environ une cinquantaine) qui s'étaient regroupés depuis le siège de l'université, sis à environ 2km du chef-lieu de la commune d'El-Anasser et à presque 4km du chef-lieu de wilaya, pour organiser une marche «pacifique» en soutien aux martyrs de Ghaza et de la cause palestinienne, ont été contrecarrés par les forces de l'ordre dont le nombre dépassait fortement celui des manifestants. En fait, après un parcours de 4km, la foule a été rapidement dispersée par les hommes aux casques argentés, sans violence aucune, rapportent des témoins oculaires. Notons dans la foulée qu'un flash info a été diffusé par la chaîne de télévision Al Jazeera à propos de cet événement.

Saâdane Amara

## UNIVERSITÉ MOHAMED-BOUDIAF (USTO) Manifestation à la japonaise

**Depuis samedi matin, de nombreux enseignants de l'université Mohamed-Boudiaf ex-USTO ont repris les cours, portant des brassards où l'on peut y lire : «Non à la fraude, où en est l'enquête...», une forme de protestation inédite initiée par le Cnes.**

En effet, cette action des enseignants de l'USTO avait été décidée la veille des vacances d'hiver, pour protester contre le silence de l'administration de l'université et du ministère de l'Enseignement supérieur, suite à un cas de fraude lors d'un concours de magistère de la faculté d'architecture. Le Cnes à l'époque qui avait dénoncé cette situation, lors d'un point de presse, expliquait sa démarche par le refus de voir «s'installer et se poursuivre cette forme de normalité de la fraude lors des concours des magistères» et de revendiquer «une enquête transparente pour que les responsabilités au niveau de la faculté et du rectorat soient clairement établies dans cette affaire».

Pour rappel, ce concours de magistère avait vu la publication de résultats, parmi les lauréats des parents proches des responsables de la faculté et de l'USTO. L'administration avait dû annuler lesdits résultats après que des enseignants eurent révélé que les sujets avaient été

remis avant le concours. Un fait qui est à ce jour démenti par le rectorat qui n'a parlé que de vice de forme pour justifier l'annulation des résultats. Pour les représentants des enseignants, il y a bien eu fraude «nous avons des preuves», avaient-ils déjà affirmé en décembre lors de leur point de presse.

Du côté des étudiants, les réactions sont positives «nous sommes contents de voir que des enseignants dénoncent ces pratiques qui sont connues et quasi-généralisées dans toutes les facultés...», nous dit une étudiante de troisième année. D'autres s'interrogent sur ce cas précis en rappelant que les étudiants qui ont passé ce concours et qui ne sont pas concernés par ce problème, se trouvent pénalisés et victimes d'un laisser-aller en matière d'éthique.

Depuis cette affaire de l'USTO, les langues se délient et des cas similaires sont cités ça et là. A noter qu'un autre concours de magistère, cette fois-ci de la faculté de droit d'Es-Sénia, a été aussi annulé car la fille d'un des enseignants ayant préparé le sujet, nous dit-on, concourait pour ce magistère. L'université algérienne peut-elle avec cette action enclencher une démarche qui la rapprochera des normes universelles et de l'éthique ?

Fayçal M.

pouvoir sont tombés tellement bas qu'ils ne se donnent plus la peine de cacher leur lâcheté face aux Israéliens et Américains qui, du reste, ne leur accordent aucune considération. Alors que le massacre se poursuit toujours à Ghaza et sans aucun respect pour les morts, tués par le pouvoir assassin de Tel-Aviv, pour la plupart des femmes et des enfants, chez nous des opportunistes de tout bord continuent à nous parler de 3<sup>e</sup> mandat présidentiel», a estimé un père de famille. La même ambiance faite de profonde tristesse est relevée au niveau des établissements scolaires. Surtout ceux du secondai-

re où les élèves, filles et garçons échangent leur point de vue sur le drame que vit le peuple palesti-

nien. «La population de Ghaza lutte pour sa dignité et nous nous étonnons que nous ne leur apportons pas

## Aide européenne de 3 millions d'euros

La Commission européenne a annoncé hier dimanche sa décision d'aide humanitaire d'urgence à Ghaza. L'annonce a été faite via un communiqué qui souligne que l'aide sera déployée aussi rapidement que possible pour répondre aux besoins essentiels des personnes touchées par les frappes aériennes israéliennes, et qui souffrent de la poursuite des restrictions d'accès, imposées par Israël. «Un million et demi de personnes sont entassées dans une zone qui ne dépasse pas un pour cent de la taille de la Belgique. Ils comptent sur l'approvisionnement de l'extérieur pour leur survie, et chaque jour qui passe, leur situa-

tion devient de plus en plus désespérée», a déclaré le commissaire Louis Michel en charge du développement et de l'aide humanitaire. L'Union européenne, qui accorde l'aide humanitaire de façon impartiale à ceux qui en ont le plus besoin, et en conformité avec les principes du droit international humanitaire, «considère que le blocage de l'accès aux personnes qui souffrent, et qui sont en train de mourir, constitue aussi une violation du droit humanitaire», a-t-il ajouté. M. Michel appelle, «les autorités israéliennes à respecter leurs obligations internationales» et à garantir un «espace humanitaire»

## Manifestations de dénonciation en Occident

Le jour du déclenchement d'une opération militaire israélienne terrestre samedi dans Ghaza, une semaine après l'agression aux raids aériens meurtriers, plusieurs milliers de personnes ont manifesté dans des villes canadiennes pour afficher leur soutien aux Palestiniens et protester contre l'offensive israélienne sur ce territoire. Les manifestants ont demandé à leur gouvernement d'agir contre l'escalade de l'agression contre Ghaza.

A Toronto, environ 2 000 personnes se sont rassemblées au centre-ville avant de marcher vers les consulats d'Israël et des Etats-Unis, demandant au gouvernement canadien d'appeler à un «cessez-le-feu immédiat et reprendre les aides humanitaires». Il s'agit d'une attaque de crime de guerre», a souligné Diana Ralph, l'une des organisateurs.

Des centaines de personnes ont également manifesté devant le siège du Parlement canadien à Ottawa. Des manifestations similaires auront prochaine-

ment lieu à Montréal et à Vancouver. Environ 21 000 personnes, selon la police, ont défilé samedi à Paris pour protester contre les raids israéliens sur Ghaza, aux cris de «Nous sommes tous des Palestiniens» et «Israël assassin». Les manifestants ont défilé sous des drapeaux palestiniens et des banderoles portant des slogans anti-guerre. «Je suis là pour la paix, je suis pacifiste. Ce qu'Israël fait depuis une semaine est inacceptable. J'espère qu'il arrête le massacre à Ghaza», a indiqué l'un des manifestants, dont la plupart portaient autour du cou le keffieh, foulard palestinien traditionnel.

Parallèlement, plus de 5 000 manifestants se sont rassemblés devant l'ambassade israélienne à Londres au terme d'une journée d'imposantes manifestations en Grande-Bretagne contre les attaques israéliennes sur la bande de Ghaza. Brûlant des drapeaux israéliens, les protestataires dont des personnalités politiques, des artistes et des activistes de la société civile, ont sillonné

l'aide qu'ils attendent des pays arabes. Ce que nous sommes en train de vivre ces derniers jours est révélateur que le nationalisme arabe n'existe plus. Il a été tué par les actuels chefs d'Etat arabes, en majorité des dictateurs avec la bénédiction des Américains.

Comment se fait-il que l'on nous interdise de manifester notre soutien à nos frères de Ghaza alors que partout dans le monde, y compris chez les Occidentaux, l'on défile en nombre pour que cesse le génocide perpétré contre les Palestiniens ?» C'est dire qu'à l'instar des autres régions du pays, la colère gronde au sein de la population de Annaba à l'écoute, minute par minute de l'évolution de la situation à Ghaza.

A. Djabali

les grandes artères de la capitale britannique pour protester contre l'agression «barbare» israélienne, et demander l'arrêt des attaques contre la population innocente de Ghaza.

Les manifestants, au nombre de 75 000 selon les organisateurs, ont scandé des slogans appelant à l'indépendance de la Palestine, et dénonçant l'inaction de la communauté internationale face à l'effusion de sang dans les territoires palestiniens. Outre Londres, des manifestations similaires ont eu lieu dans les grandes villes du Royaume-Uni dont Manchester, Glasgow, Edimbourg et Portsmouth. En Allemagne, plusieurs milliers de personnes, selon la police, ont manifesté à Dusseldorf (ouest), avec des banderoles appelant notamment à boycotter les produits israéliens.

Des manifestants ont également marché à Salzbourg (ouest de l'Autriche), à Madrid, à Rome, demandant l'arrêt des attaques contre la population.

APS